



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2010

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2010, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2010 et 2009 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2009 (« données comparables »). Une comparaison avec 2007, la dernière année avant la crise économique et financière, a été ajoutée afin de mieux en mesurer les impacts sur l'activité commerciale.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2010

Avec une parité moyenne de \$ 1,38 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 6 % par rapport au premier trimestre 2009. Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 1 % le chiffre d'affaires et de € 0,2 million le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Activité commerciale, résultats et cash-flow libre nettement supérieurs aux anticipations

2010 a démarré avec des signes encourageants : l'activité commerciale, le résultat opérationnel et le cash-flow libre sont tous en forte augmentation par rapport au premier trimestre 2009 et nettement supérieurs aux anticipations de la société.

Fort rebond des commandes

Après sept trimestres consécutifs de forte baisse liée à la crise économique, le premier trimestre a confirmé le rebond des commandes constaté au quatrième trimestre 2009.

Avec un total de € 17,3 millions, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO progressent de 68 % par rapport au premier trimestre 2009 (€ 10,4 millions). Les commandes de nouvelles licences de logiciels progressent de 63 %, celles des équipements de CFAO de 71 %.

Il convient cependant de rappeler que les commandes du premier trimestre 2009, fortement marquées par la crise, avaient baissé de 58 % par rapport au premier trimestre 2007. De ce fait, malgré leur forte progression, les commandes du premier trimestre 2010 demeurent encore en retrait de 31 % par rapport au premier trimestre 2007, témoignant de la persistance des effets de la crise.

Géographiquement, l'amélioration de l'activité commerciale par rapport au premier trimestre 2009 est contrastée : si les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipement de CFAO enregistrées dans les Amériques progressent de 150 % et celles de la région Asie-Pacifique de 67 %, la croissance enregistrée en Europe est moins forte, à 29 %, et hétérogène selon les pays. L'augmentation de l'activité dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...) est de 90 %.

Tous les marchés sectoriels – mode, automobile, autres industries – ont contribué au rebond des commandes, à l'exception de l'ameublement.

En hausse de 32 %, les ventes de pièces détachées et de consommables (€ 9,0 millions) retrouvent leur niveau du premier trimestre 2007. Elles avaient retrouvé le chemin de la croissance (+ 5 %) au quatrième trimestre 2009, après avoir fortement diminué, pour la première fois dans l'histoire de la société, trimestre après trimestre, à partir du quatrième trimestre 2008. Ce fort rebond, maintenant constaté dans la plupart des régions du monde, confirme l'augmentation des volumes de production des entreprises clientes du Groupe.

Chiffre d'affaires et résultats en forte augmentation

Au total, le chiffre d'affaires s'établit à € 43,0 millions, en progression de 15 % par rapport au premier trimestre 2009. A données réelles, il augmente de 14 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 17,9 millions) est en croissance de 31 %. Les revenus récurrents (€ 25,1 millions) augmentent de 6 %, résultant de la conjugaison d'une diminution de 5 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de la hausse de 32 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel est positif de € 2,3 millions. La société, dans son rapport financier du 11 février 2010, avait indiqué qu'elle anticipait un résultat légèrement négatif ou proche de l'équilibre. Cet écart favorable s'explique par un rebond des ventes de pièces détachées et consommables supérieur aux anticipations, des marges brutes supérieures, des frais généraux légèrement inférieurs au budget et des cours de change plus avantageux, le niveau de facturation des nouveaux systèmes est quant à lui conforme aux anticipations – le surplus de commandes se retrouvant dans le carnet de commandes au 31 mars.

La marge opérationnelle atteint 5,3 % ; elle était négative de 8,5 % au premier trimestre 2009.

A données comparables, le résultat opérationnel progresse de € 5,7 millions par rapport à la perte opérationnelle (– € 3,2 millions) du premier trimestre 2009. A données réelles, il s'améliore de € 5,5 millions, une augmentation équivalente à celle du chiffre d'affaires (+ € 5,4 millions). Cette performance, qu'il convient de souligner, provient des actions entreprises en 2009 sur les marges brutes et sur les frais généraux ; elles se traduisent en 2010 par une amélioration importante des équilibres opérationnels du Groupe.

Le bénéfice net s'établit à € 1,2 million ; il progresse de € 4,4 millions, à taux de change courants par rapport à la perte nette de € 3,2 millions du premier trimestre 2009.

Cash-flow libre fortement positif

Le cash-flow libre est positif de € 5,0 millions après décaissement de € 0,4 million au titre des dépenses à caractère non récurrent liées aux actions de réorganisation mises en œuvre au cours du quatrième trimestre 2009 et provisionnées dans les comptes au 31 décembre 2009.

Ce montant ne comprend pas le remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche 2009 (€ 6,2 millions), non encore reçu à la date du présent rapport.

Au-delà de l'impact de la hausse des résultats, cette bonne performance du cash-flow libre s'explique par une nouvelle diminution du besoin en fonds de roulement, liée en particulier à la forte réduction des stocks fin 2009.

Les dettes financières nettes diminuent en conséquence de € 4,7 millions par rapport au 31 décembre 2009.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2010

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'établit à € 43,0 millions, en progression de 15 % à données comparables et de 14 % à données réelles, par rapport au premier trimestre 2009.

La croissance est de 4 % en Europe, 36 % dans les Amériques et 42 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 54 % (dont 11 % pour la France), 23 % et 18 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (5 % du chiffre d'affaires du Groupe) recule de 11 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 5,4 millions) progresse de 17 %. Il contribue à hauteur de 13 % au chiffre d'affaires global (12 % au premier trimestre 2009).

Les équipements de CFAO (€ 10,4 millions) affichent une croissance de 48 % et représentent 24 % du chiffre d'affaires global (19 % en 2009).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 1,9 million) augmente de 4 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 17,9 millions) progresse de 31 %. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (37 % en 2009), cet accroissement de 5 points reflétant le retour à une dynamique de croissance de l'activité commerciale.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 25,1 millions) augmentent de € 1,4 million (6 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires global de 2010 (63 % au premier trimestre 2009).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 62 % des revenus récurrents et à 36 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 15,7 millions. Sa diminution de 5 % par rapport au premier trimestre 2009 provient du taux d'annulation exceptionnellement élevé en 2009 résultant de la baisse ou de l'arrêt d'activité et des mesures de réduction des coûts de nombreux clients, qui avait déjà conduit à un recul continu de cette composante du chiffre d'affaires trimestre après trimestre.

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 7,3 millions), en diminution de 4 % par rapport à 2009, représentent 17 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 8,4 millions), en recul de 6 %, représentent 19 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 9,0 millions) affiche une progression de 32 %.

Carnet de commandes

Malgré sa progression importante, le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels et des équipements de CFAO du premier trimestre est inférieur au montant des commandes enregistrées au cours de la période. De ce fait, le carnet de commandes correspondant au 31 mars 2010 (€ 15,2 millions) augmente de € 2,3 millions par rapport au 31 décembre 2009. L'augmentation par rapport au 31 mars 2009 est de € 7,0 millions.

Le carnet de commandes au 31 mars 2010 comprend € 10,5 millions livrables au deuxième trimestre 2010 et € 4,7 millions sur le reste de l'année.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 70,1 %. A données comparables, il s'élève à 70,3 % et diminue de 0,3 point par rapport au premier trimestre 2009 (70,6 %).

Cette variation résulte de l'évolution du mix produits, caractérisée par une progression de la part du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables dans le chiffre d'affaires global, leur taux de marge étant moins élevé que celui de ses autres composantes. Pour chaque ligne de produits, les marges, à données comparables, sont en hausse, démontrant à nouveau leur bonne tenue, malgré la forte pression concurrentielle, accrue par la crise.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 27,8 millions, en diminution de € 1,8 million (- 6 %) par rapport au premier trimestre 2009. Ils se décomposent ainsi :

- € 25,6 millions de frais fixes et de provisions, en diminution de € 3,0 millions (- 10 %) grâce aux mesures d'économies prises tout au long de 2009 et renforcées par les mesures supplémentaires de réorganisation et d'optimisation des ressources, mises en place au quatrième trimestre 2009 pour améliorer ses équilibres opérationnels en 2010 ;
- € 2,2 millions de frais variables (+ 120 %), une augmentation reflétant la croissance de l'activité commerciale et des résultats.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 4,1 millions et représentent 9,5 % du chiffre d'affaires (€ 4,2 millions et 11,1 % en 2009), la société ayant décidé de maintenir ses efforts soutenus en R&D. Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche et des subventions, s'établissent à € 2,5 millions (€ 2,4 millions en 2009).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel est positif de € 2,3 millions. A données comparables, il est positif de € 2,5 millions et progresse de € 5,7 millions par rapport au résultat opérationnel négatif de € 3,2 millions du premier trimestre 2009.

La marge opérationnelle est de 5,3 %. A données comparables, elle est de 5,7 % et augmente de 14,2 points par rapport à la marge opérationnelle négative de 8,5 % du premier trimestre 2009.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 1,0 million. Le résultat de change est proche de zéro.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 0,2 million, le bénéfice net s'établit à € 1,2 million (contre une perte nette de € 3,2 millions au premier trimestre 2009).

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué s'élève à € 0,04 contre une perte par action de € 0,11 au premier trimestre 2009.

Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre du premier trimestre 2010 est positif de € 5,4 millions (il était positif de € 11,7 millions en 2009 compte tenu de l'encaissement anticipé de € 14,1 millions au premier trimestre, au titre des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008 figurant au bilan au 31 décembre 2008). En revanche, le cash-flow libre ne comprend pas le remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche 2009 (€ 6,2 millions) qui n'a pas encore été reçu.

Après décaissement de € 0,4 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 5,0 millions (+ € 11,6 millions en 2009, après décaissement de € 0,1 million d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 2,2 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 3,1 millions et d'investissements de € 0,3 million.

Hors effet du crédit d'impôt recherche (€ 1,4 million ont été comptabilisés et non encaissés au cours du premier trimestre 2010), le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent est positif de € 6,8 millions, alors que le résultat avant impôts s'élève à € 1,4 million – la comparaison par rapport au résultat avant impôts est la plus pertinente, la charge d'impôts de la période ne donnant pas lieu à décaissement. C'est donc à nouveau une très bonne performance.

Structure financière

Au 31 mars 2010, les capitaux propres s'élèvent à € 25,6 millions (€ 24,7 millions au 31 décembre 2009).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le cadre du seul contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 1,3 million (€ 1,4 million au 31 décembre 2009).

La trésorerie disponible s'établit à € 10,7 millions (€ 9,7 millions au 31 décembre 2009).

Les dettes financières sont de € 53,8 millions (€ 57,5 millions au 31 décembre 2009) :

- € 48,0 millions correspondent au prêt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 ;
- € 3,8 millions correspondent à l'utilisation de lignes de crédit de trésorerie (€ 7,6 millions au 31 décembre 2009) ;
- € 2,0 millions correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

Les dettes financières nettes s'établissent en conséquence à € 43,1 millions, en baisse de € 4,7 millions par rapport au 31 décembre 2009. De ce fait, le ratio dettes financières nettes sur capitaux propres est ramené de 1,93 au 31 décembre 2009 à 1,68 au 31 mars 2010.

La société s'est engagée vis-à-vis des établissements prêteurs au titre du prêt à moyen terme de € 48 millions (*cf. chapitre 10.1 des notes annexes au présent rapport*) à respecter, au 31 décembre de chaque année, certains ratios financiers (*covenants*).

Du fait de la trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose au 31 mars 2010 de € 35,9 millions pour assurer sa liquidité, sur la base des comptes à cette date (*cf. chapitre 10.2 des notes annexes au présent rapport*).

Litige en cours

Dans son jugement du 28 octobre 2009, le tribunal de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (siégeant à Londres) a alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,9 millions (plus intérêts) dans la procédure d'arbitrage initiée en juin 2005 à l'encontre d'Induyco, le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, acquise en 2004 (cf. chapitre 8 des notes annexes au présent rapport).

Les intérêts globaux alloués par le tribunal depuis le début de la procédure d'arbitrage, le 30 juin 2005, jusqu'à la date du jugement s'élèvent à € 3,4 millions, portant ainsi le montant total des dommages et intérêts alloués à cette date à un montant total de € 25,3 millions ; les intérêts courus depuis le 28 octobre 2009 jusqu'au 31 mars 2010 s'élèvent à € 0,2 million.

A la suite de la notification de la sentence, Lectra a mis en œuvre les garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties, en appelant € 15,1 millions, et a demandé à Induyco de s'exécuter dans le paiement du montant total des dommages et intérêts.

Depuis, Induyco a obtenu en Espagne une décision suspendant temporairement les appels au titre de ces garanties bancaires en alléguant que la sentence arbitrale doit faire l'objet d'une reconnaissance et d'une exécution en Espagne avant que les garanties bancaires puissent être appelées. Lectra a interjeté appel de cette décision début 2010. Induyco a également engagé, fin 2009, des actions judiciaires sur le fond en Espagne pour contester l'exécution des garanties bancaires et en Angleterre pour contester la sentence arbitrale.

Lectra considère que ces actions sont dépourvues de tout fondement et entend faire valoir fermement ses droits et poursuivre le recouvrement de sa créance au titre de la sentence arbitrale.

A ce stade, la société n'a pas enregistré dans ses comptes le montant de l'indemnisation de € 25,3 millions allouée par le tribunal arbitral.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 mars 2010, le capital social est de € 27 640 648,58 divisé en 28 495 514 actions d'une valeur nominale de € 0,97 et inchangé par rapport au 31 décembre 2009.

Le 6 janvier 2010, la société Insinger de Beaufort Asset Management N.V. (Pays-Bas) a déclaré avoir franchi à la baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société et détenir à cette date 4,69 % du capital et 4,61 % des droits de vote de la société.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 39 % du capital et des droits de vote ;
- les sociétés Financière de l'Echiquier (France) et Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion, détiennent plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote.

Rachat par la société de ses propres actions

La société détenait, au 31 mars 2010, 1,6 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2010, le cours de Bourse de l'action Lectra était de € 2,18, en baisse de 3 % par rapport au 31 décembre 2009 (€ 2,25). Depuis le 1^{er} janvier 2010, le cours a affiché un plus haut de € 2,30 le 19 janvier et un plus bas de € 1,85 le 9 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small 190 ont progressé respectivement de 1 % et de 8 %.

Les volumes d'échange, encore étroits, marquent néanmoins une forte progression : selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions (1,6 million) et le montant des capitaux échangés (€ 3,3 millions) ont été multipliés par près de 7 par rapport à la même période de 2009.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2010.

Les résultats financiers du premier semestre seront publiés le 29 juillet, après la clôture d'Euronext.

6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'environnement macroéconomique s'est amélioré au premier trimestre. La situation des différentes régions et des différents marchés sectoriels de l'entreprise reste très hétérogène. En particulier, si les indicateurs économiques de certains pays montrent déjà une amélioration sensible, dans d'autres, au contraire, les conséquences de la crise économique et financière continuent de peser fortement sur l'activité des entreprises, leur situation financière et leur moral.

Le début d'amélioration de l'activité commerciale de la société constaté fin 2009 a été confirmé au premier trimestre. La forte progression des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, comme le rebond des ventes de pièces détachées et consommables, en sont l'illustration, même si le niveau d'avant crise des ventes de nouveaux systèmes est loin d'avoir été retrouvé.

Il faudra certainement attendre encore quelques trimestres pour savoir si l'amélioration des conditions macroéconomiques est pérenne ou si une nouvelle détérioration de la situation est possible. La visibilité demeure faible et les incertitudes persistent, maintenant l'exigence d'une grande vigilance.

Comme indiqué le 11 février 2010, protéger à court terme la situation financière de l'entreprise et limiter son exposition aux risques continuent de constituer les deux impératifs immédiats.

La principale incertitude pour le reste de l'exercice 2010 demeure le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Si la croissance des commandes a été importante au premier trimestre, une partie de ce rebond peut provenir d'un phénomène de rattrapage et il est trop tôt pour pouvoir en tirer des enseignements pour les prochains trimestres et la totalité de l'année.

Associées à la bonne tenue des paramètres du plan 2010, la dynamique des commandes du premier trimestre et l'augmentation du carnet de commandes au 31 mars 2010 confortent, sauf nouvelle et brutale détérioration de l'économie, l'anticipation d'un résultat opérationnel et d'un résultat net positifs au deuxième trimestre et pour l'exercice.

Le 19 février 2010, la société a couvert son exposition au dollar américain pour le deuxième trimestre au cours de \$ 1,35 / € 1.

La société est confiante sur la solidité de son modèle économique et ses perspectives de croissance à moyen terme. Par ailleurs, l'encaissement des € 25,3 millions alloués à la société par le tribunal arbitral international permettrait de réduire de moitié son endettement net actuel. Lectra a toujours su démontrer sa résilience au cours des périodes difficiles de son histoire. Son objectif premier est donc de sortir renforcée de la crise économique actuelle.

Le Conseil d'Administration

Le 29 avril 2010

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2010

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2010

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

| (en milliers d'euros) | 31 mars 2010 | 31 décembre 2009 | 31 mars 2009 retraité ⁽¹⁾ |
|---|----------------|------------------|---|
| Ecarts d'acquisition | 36 873 | 36 401 | 36 884 |
| Autres immobilisations incorporelles | 5 679 | 5 797 | 5 894 |
| Immobilisations corporelles | 12 159 | 12 455 | 14 211 |
| Actifs financiers non courants | 1 485 | 1 492 | 1 497 |
| Impôts différés | 16 047 | 15 573 | 13 487 |
| Total actif non courant | 72 243 | 71 718 | 71 973 |
| Stocks | 18 808 | 18 448 | 27 081 |
| Clients et comptes rattachés | 42 553 | 43 357 | 40 096 |
| Créances d'impôt courant sur les sociétés | 9 089 | 7 773 | 2 554 |
| Autres actifs courants | 12 636 | 10 337 | 12 008 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 10 749 | 9 749 | 13 818 |
| Total actif courant | 93 835 | 89 664 | 95 557 |
| Total actif | 166 078 | 161 382 | 167 530 |

PASSIF

| (en milliers d'euros) | 31 mars 2010 | 31 décembre 2009 | 31 mars 2009 retraité ⁽¹⁾ |
|--|----------------|------------------|---|
| Capital social | 27 641 | 27 641 | 27 641 |
| Primes d'émission et de fusion | 1 033 | 1 033 | 1 033 |
| Actions détenues en propre | (1 337) | (1 439) | (1 617) |
| Ecarts de conversion | (8 927) | (8 585) | (8 320) |
| Réserves et résultats consolidés | 7 174 | 6 039 | 6 570 |
| Capitaux propres | 25 585 | 24 689 | 25 307 |
| Engagements de retraite | 3 747 | 3 784 | 3 653 |
| Emprunts et dettes financières à long terme | 41 832 | 42 060 | 49 453 |
| Total passif non courant | 45 579 | 45 844 | 53 106 |
| Fournisseurs et autres passifs courants | 44 102 | 39 378 | 40 583 |
| Produits constatés d'avance | 36 560 | 33 369 | 36 816 |
| Dette d'impôt exigible | 150 | 76 | 352 |
| Emprunts et dettes financières à court terme | 11 984 | 15 475 | 9 495 |
| Provisions | 2 118 | 2 551 | 1 871 |
| Total passif courant | 94 914 | 90 849 | 89 117 |
| Total passif et capitaux propres | 166 078 | 161 382 | 167 530 |

(1) Conformément à IAS 8, les impacts de l'application d'IFRS 8 ont été retraités dans l'état de la situation financière au 31 mars 2009.

D'autre part, les avances et acomptes reçus ont été reclassés en autres passifs courants, et les avances et acomptes versés ont été reclassés en autres actifs courants au 31 mars 2009.

Compte de résultat consolidé

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

| | 2010 | 2009 |
|---|---------------|----------------|
| Chiffre d'affaires | 42 962 | 37 591 |
| Coût des ventes | (12 853) | (11 058) |
| Marge brute | 30 109 | 26 533 |
| Frais de recherche et développement | (2 527) | (2 410) |
| Frais commerciaux, généraux et administratifs | (25 297) | (27 332) |
| Résultat opérationnel | 2 285 | (3 209) |
| Produits financiers | 30 | 57 |
| Charges financières | (985) | (1 035) |
| Résultat de change | 54 | (125) |
| Résultat avant impôts | 1 384 | (4 312) |
| Impôts sur le résultat | (228) | 1 159 |
| Résultat net | 1 156 | (3 153) |

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

| | | |
|-----------|------|--------|
| - de base | 0,04 | (0,11) |
| - dilué | 0,04 | (0,11) |

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

| | | |
|--------------------|------------|------------|
| - résultat de base | 28 048 687 | 28 108 992 |
| - résultat dilué | 28 048 687 | 28 108 992 |

Etat du résultat global

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

| | 2010 | 2009 |
|--|--------------|----------------|
| Résultat net | 1 156 | (3 153) |
| Ecarts de conversion | (342) | (277) |
| Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change | (14) | 982 |
| Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt | 28 | (693) |
| Effet d'impôts sur les éléments du résultat global | (5) | (96) |
| Résultat global total | 823 | (3 237) |

Tableau des flux de trésorerie consolidés

| Du 1 ^{er} janvier au 31 mars (en milliers d'euros) | 2010 | 2009 |
|---|--------------|----------------|
| I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE | | |
| Résultat net | 1 156 | (3 153) |
| Amortissements et provisions d'exploitation | 1 093 | 1 901 |
| Eléments non monétaires du résultat | 144 | 195 |
| Plus ou moins-values sur cessions d'actifs | (17) | 0 |
| Variation des impôts différés | (222) | (1 369) |
| Capacité d'autofinancement d'exploitation | 2 154 | (2 426) |
| Variation des stocks et en-cours | (329) | 1 132 |
| Variation des créances clients et comptes rattachés | 3 083 | 7 539 |
| Variation des autres actifs et passifs courants | 395 | 6 022 |
| Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation | 3 149 | 14 693 |
| Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle | 5 303 | 12 267 |
| II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | (158) | (419) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (159) | (419) |
| Cession d'actifs immobilisés corporels et incorporels | 15 | 139 |
| Acquisitions d'immobilisations financières | (77) | (157) |
| Cession d'immobilisations financières | 124 | 169 |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement | (255) | (686) |
| III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | | |
| Achats par la société de ses actions propres | (77) | (119) |
| Ventes par la société de ses propres actions | 75 | 0 |
| Accroissement des dettes long terme et court terme | 0 | 0 |
| Remboursement des dettes long terme et court terme | 0 | 0 |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement | (2) | (119) |
| Variation de la trésorerie | 5 046 | 11 462 |
| Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾ | 2 149 | (6 725) |
| Variation de la trésorerie | 5 046 | 11 462 |
| Incidence des variations de cours des devises | (247) | (219) |
| Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾ | 6 948 | 4 518 |
| Cash-flow libre hors éléments non récurrents | 5 424 | 11 661 |
| Eléments non récurrents du cash-flow libre | (376) | (80) |
| Cash-flow libre | 5 048 | 11 581 |
| Impôts payés, nets ⁽²⁾ | 45 | 289 |
| Intérêts payés | 738 | 857 |

(1) Après déduction du montant des lignes de crédit de trésorerie utilisées pour € 3 800 milliers au 31 mars 2010, € 7 600 milliers au 31 décembre 2009, € 9 300 milliers au 31 mars 2009 et € 16 900 milliers au 31 décembre 2008

(2) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

Tableau de variations des capitaux propres consolidés

| | | | | | | | | |
|---|-------------------|-------------|---------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2009 | 28 495 514 | 0,97 | 27 641 | 1 033 | (1 498) | (8 043) | 9 471 | 28 604 |
| Résultat net | | | | | | | (3 153) | (3 153) |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | (277) | 193 | (84) |
| Resultat global | | | | | | (277) | (2 960) | (3 237) |
| Valorisation des options de souscription d'actions | | | | | | | 59 | 59 |
| Vente (achat) par la société de ses propres actions | | | | | (119) | | | (119) |
| Au 31 mars 2009 | 28 495 514 | 0,97 | 27 641 | 1 033 | (1 617) | (8 320) | 6 570 | 25 307 |
| Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2009 | 28 495 514 | 0,97 | 27 641 | 1 033 | (1 498) | (8 043) | 9 471 | 28 604 |
| Résultat net | | | | | | | (3 623) | (3 623) |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | (542) | 20 | (522) |
| Resultat global | | | | | | (542) | (3 603) | (4 145) |
| Valorisation des options de souscription d'actions | | | | | | | 338 | 338 |
| Vente (achat) par la société de ses propres actions | | | | | 59 | | | 59 |
| Profits (pertes) réalisés sur ses propres actions | | | | | | | (167) | (167) |
| Capitaux propres au 31 décembre 2009 | 28 495 514 | 0,97 | 27 641 | 1 033 | (1 439) | (8 585) | 6 039 | 24 689 |
| Résultat net | | | | | | | 1 156 | 1 156 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | (342) | 9 | (333) |
| Resultat global | | | | | | (342) | 1 165 | 823 |
| Valorisation des options de souscription d'actions | | | | | | | 40 | 40 |
| Vente (achat) par la société de ses propres actions | | | | | 102 | | | 102 |
| Profits (pertes) réalisés sur ses propres actions | | | | | | | (70) | (70) |
| Au 31 mars 2010 | 28 495 514 | 0,97 | 27 641 | 1 033 | (1 337) | (8 927) | 7 174 | 25 585 |

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur Euronext Paris (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, les éoliennes, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 400 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2009, réalisé en direct 93 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, les États-Unis et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France) et ses quatre *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), Istanbul (Turquie), Shanghai (Chine) et Mexico (Mexique). Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 800 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 166 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société,
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile,

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Boards* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 31 mars 2010 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, disponibles sur www.lectra.com.

Les comptes au 31 mars 2010 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2009.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010, sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises
- Amendements à IAS 39 – Éléments éligibles à la couverture
- Amendements à IAS 39 et à IFRIC 9 – Dérivés incorporés
- IFRS 1 révisée – Première adoption des IFRS
- Amendements à IFRS 2 – Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

La Loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions : la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions de natures différentes :

- La CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle et est donc comptabilisée comme cette dernière en charges opérationnelles ;

- La CVAE, qui, selon l'analyse du Groupe, répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 – Impôts dus sur la base des bénéfices imposables. Pour conduire son analyse, le Groupe a notamment pris en considération les interprétations de l'IFRIC concernant le champ d'application de la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat. L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait ces caractéristiques dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant de la CVAE.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit le Groupe à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 € 0,1 million d'impôts différés passifs relatifs aux actifs produisant des avantages économiques imposables à la CVAE alors que leur recouvrement n'est pas déductible de la valeur ajoutée.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2010 traduits à cours de change 2009, comparés aux données réelles 2009.

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe en 2010.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de R&D au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « Principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent tout d'abord aux régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays

d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions géographiques exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel du secteur en excluant les éventuels produits et charges à caractère non récurrent et pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteur. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts, pour l'essentiel fixes. Le chiffre d'affaires du Siège n'étant composé que des facturations aux régions et ses frais généraux étant pour l'essentiel fixes, son résultat opérationnel dépend donc essentiellement du volume d'activité réalisé par ces dernières.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2010, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 26 sociétés consolidées par intégration globale.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2010, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,4 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,8 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

| (en milliers d'euros) | Du 1 ^{er} janvier au 31 mars | | | | |
|---|---------------------------------------|------------------------|----------|---------------------|---------------------|
| | 2010 | | 2009 | Variation 2010/2009 | |
| | Réel | A cours de change 2009 | Réel | Données réelles | Données comparables |
| Chiffre d'affaires | 42 962 | 43 330 | 37 591 | +14% | +15% |
| Coût des ventes | (12 853) | (12 889) | (11 058) | +16% | +17% |
| Marge brute | 30 109 | 30 441 | 26 533 | +13% | +15% |
| (en % du chiffre d'affaires) | 70,1% | 70,3% | 70,6% | -0,5 point | -0,3 point |
| Frais de recherche et de développement | (2 527) | (2 527) | (2 410) | +5% | +5% |
| Frais commerciaux, généraux et administratifs | (25 297) | (25 426) | (27 332) | -7% | -7% |
| Résultat opérationnel | 2 285 | 2 488 | (3 209) | ns | ns |
| (en % du chiffre d'affaires) | 5,3% | 5,7% | -8,5% | +13,8 points | +14,2 points |
| Résultat avant impôts | 1 384 | 1 587 | (4 312) | ns | ns |
| Impôts sur le résultat | (228) | na | 1 159 | ns | na |
| Résultat | 1 156 | na | (3 153) | ns | na |

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

| (en milliers d'euros) | Du 1 ^{er} janvier au 31 mars | | | | | | |
|-----------------------|---------------------------------------|-------------|------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------------|
| | 2010 | | | 2009 | | Variation 2010/2009 | |
| | Réel | % | A cours de change 2009 | Réel | % | Données réelles | Données comparables |
| Europe, dont : | 23 240 | 54% | 23 157 | 22 242 | 59% | +4% | +4% |
| - France | 4 769 | 11% | 4 769 | 3 827 | 10% | +25% | +25% |
| Amériques | 9 832 | 23% | 10 166 | 7 475 | 20% | +32% | +36% |
| Asie - Pacifique | 7 786 | 18% | 7 996 | 5 616 | 15% | +39% | +42% |
| Autres pays | 2 104 | 5% | 2 011 | 2 258 | 6% | -7% | -11% |
| Total | 42 962 | 100% | 43 330 | 37 591 | 100% | +14% | +15% |

Chiffre d'affaires par ligne de produits

| (en milliers d'euros) | Du 1 ^{er} janvier au 31 mars | | | | | | |
|---|---------------------------------------|-------------|------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------------|
| | 2010 | | | 2009 | | Variation 2010/2009 | |
| | Réel | % | A cours de change 2009 | Réel | % | Données réelles | Données comparables |
| Logiciels, dont : | 12 660 | 29% | 12 709 | 12 257 | 33% | +3% | +4% |
| - nouvelles licences | 5 399 | 13% | 5 428 | 4 643 | 12% | +16% | +17% |
| - contrats d'évolution logiciels | 7 261 | 17% | 7 281 | 7 614 | 20% | -5% | -4% |
| Équipements de CFAO | 10 392 | 24% | 10 639 | 7 196 | 19% | +44% | +48% |
| Maintenance hardware et services en ligne | 8 842 | 21% | 8 879 | 9 297 | 25% | -5% | -4% |
| Pièces détachées et consommables | 8 965 | 21% | 9 006 | 6 829 | 18% | +31% | +32% |
| Formation, conseil | 1 942 | 5% | 1 937 | 1 859 | 5% | +4% | +4% |
| Divers | 161 | 0% | 160 | 153 | 0% | +6% | +5% |
| Total | 42 962 | 100% | 43 330 | 37 591 | 100% | +14% | +15% |

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

| (en milliers d'euros) | Du 1 ^{er} janvier au 31 mars | | | | | | |
|---|---------------------------------------|-------------|------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------------|
| | 2010 | | | 2009 | | Variation 2010/2009 | |
| | Réel | % | A cours de change 2009 | Réel | % | Données réelles | Données comparables |
| Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾ | 17 894 | 42% | 18 164 | 13 852 | 37% | +29% | +31% |
| Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont : | 25 068 | 58% | 25 166 | 23 739 | 63% | +6% | +6% |
| - contrats récurrents | 15 658 | 36% | 15 716 | 16 572 | 44% | -6% | -5% |
| - autres revenus récurrents sur la base installée | 9 410 | 22% | 9 450 | 7 167 | 19% | +31% | +32% |
| Total | 42 962 | 100% | 43 330 | 37 591 | 100% | +14% | +15% |

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

| Au 31 mars 2009 | Europe | Amériques | Asie- Pacifique | Autres pays | Siège | Total |
|---------------------------------------|---------------|------------------|----------------------------|------------------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaires | 22 241 | 7 475 | 5 616 | 2 259 | 0 | 37 591 |
| Résultat opérationnel | (92) | (793) | (1 008) | 160 | (1 476) | (3 209) |
| Actifs sectoriels | 75 055 | 19 147 | 11 611 | 6 431 | 55 286 | 167 530 |
| - dont goodwill | 28 669 | 6 514 | 1 333 | 368 | 0 | 36 884 |
| Actifs sectoriels nets ⁽¹⁾ | 50 522 | 12 375 | 7 935 | 4 596 | 55 286 | 130 714 |
| Au 31 mars 2010 | Europe | Amériques | Asie- Pacifique | Autres pays | Siège | Total |
| Chiffre d'affaires | 23 239 | 9 832 | 7 786 | 2 105 | 0 | 42 962 |
| Résultat opérationnel | 1 637 | (38) | (53) | 309 | 430 | 2 285 |
| Actifs sectoriels | 74 860 | 20 685 | 13 119 | 4 917 | 52 497 | 166 078 |
| - dont goodwill | 28 729 | 6 433 | 1 343 | 368 | 0 | 36 873 |
| Actifs sectoriels nets ⁽¹⁾ | 51 091 | 13 529 | 9 374 | 3 027 | 52 497 | 129 518 |

(1) Les actifs sectoriels nets sont présentés après déduction des produits constatés d'avance.

Les actifs sectoriels présentés pour chaque secteur opérationnel correspondent au montant total des actifs dudit secteur. Les actifs sectoriels nets correspondent aux actifs sectoriels diminués des produits constatés d'avance. Le mode de facturation et d'encaissement des contrats récurrents peut conduire à une augmentation du montant des créances clients avec contrepartie dans les produits constatés d'avance. Ce calcul permet de donner une vision plus juste des actifs présentés pour chaque secteur.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats opérationnels des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

La perte opérationnelle du Siège au 31 mars 2009 était consécutive au fort recul des ventes réalisées par les régions au cours du premier trimestre 2009, la quote-part de la marge brute sur chiffre d'affaires affectée à ce secteur opérationnel ayant été insuffisante pour couvrir ses frais généraux.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

| (en millions d'euros) | Trésorerie Brute | Dettes | Trésorerie nette (+) Endettement net (-) |
|---|------------------|--------|---|
| Cash-flow libre avant éléments non récurrents | 5,4 | 0,0 | 5,4 |
| Éléments non récurrents du cash-flow libre | (0,4) | 0,0 | (0,4) |
| Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽¹⁾ | (0,0) | 0,0 | (0,0) |
| Variation de l'endettement | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Effet de la variation des devises – divers | (0,2) | 0,0 | (0,2) |
| Variation de la période | 4,8 | 0,0 | 4,8 |
| Situation au 31 décembre 2009 (état de la situation financière) | 9,7 | (57,5) | (47,8) |
| Tirage de lignes de crédit de trésorerie | (7,6) | 7,6 | 0,0 |
| Situation au 31 décembre 2009 (tableau des flux) | 2,1 | (49,9) | (47,8) |
| Situation au 31 mars 2010 (état de la situation financière) | 10,7 | (53,8) | (43,1) |
| Tirage de lignes de crédit de trésorerie | (3,8) | 3,8 | 0,0 |
| Situation au 31 mars 2010 (tableau des flux) | 6,9 | (50,0) | (43,1) |

(1) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2009.

Le besoin en fonds de roulement diminue de € 3,1 millions. Hors effet du crédit d'impôt recherche comptabilisé au premier trimestre et non encaissé d'un montant de € 1,4 million, la diminution du besoin en fonds de roulement est de € 4,5 millions. Cette variation s'explique pour l'essentiel par une nouvelle diminution des créances clients (€ 3,1 millions).

8. RESULTAT DE LA PROCEDURE ARBITRALE EN COURS

Le tribunal arbitral a alloué à Lectra € 25,3 millions de dommages et intérêts

Le 28 octobre 2009, le Secrétariat de la Cour Internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (siégeant à Londres) a signifié à Lectra et à Induyco, le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, la décision rendue dans la procédure d'arbitrage initiée par Lectra en juin 2005 à l'encontre d'Induyco.

Cette procédure est relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas dont la situation a, entre autres, contraint Lectra à constater au titre de 2005 une dépréciation de l'écart d'acquisition de € 11,9 millions.

Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties sont convenues que les différends découlant de, ou liés à, cette acquisition seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international. Induyco avait fourni à Lectra des garanties bancaires à première demande d'un montant total de € 17,2 millions.

Les dernières audiences devant le tribunal arbitral ont eu lieu en novembre 2007.

Dans son jugement du 28 octobre 2009, le tribunal a alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,9 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement)

- € 6,8 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Les intérêts globaux alloués par le tribunal depuis le début de la procédure arbitrale, le 30 juin 2005, jusqu'à la date du jugement s'élèvent à € 3,4 millions, portant ainsi le montant total des dommages et intérêts et des intérêts alloués à cette date à un montant total de € 25,3 millions ; les intérêts courus depuis le 28 octobre 2009 jusqu'au 31 mars 2010 s'élèvent à € 0,2 million.

A la suite de la notification de la sentence, Lectra a mis en œuvre les garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties, en appelant € 15,1 millions, et demandé à Induyco de s'exécuter dans le paiement du montant total des dommages et intérêts.

Depuis, Induyco a obtenu en Espagne une décision suspendant temporairement les appels au titre de ces garanties bancaires en alléguant que la sentence arbitrale doit faire l'objet d'une reconnaissance et d'une exécution en Espagne avant que les garanties bancaires puissent être appelées. Lectra a interjeté appel de cette décision début 2010.

Induyco a également engagé, fin 2009, des actions judiciaires sur le fond en Espagne pour contester l'exécution des garanties bancaires et en Angleterre pour contester la sentence arbitrale.

Lectra considère que ces actions sont dépourvues de tout fondement et entend faire valoir fermement ses droits et poursuivre le recouvrement de sa créance au titre de la sentence arbitrale.

Impact de la décision arbitrale sur les comptes de Lectra

Compte tenu d'une part, de la suspension du paiement de € 15,1 millions au titre des garanties bancaires et du non-paiement par Induyco du montant de la sentence, d'autre part des nouvelles procédures engagées par Induyco en Espagne et en Angleterre qui auront pour effet premier de retarder tout encaissement par Lectra, la société n'a pas enregistré dans ses comptes le montant de l'indemnisation de € 25,3 millions allouée par le tribunal arbitral, le traitement comptable du litige tel qu'il avait été arrêté au 31 décembre 2009 restant inchangé.

Les normes IFRS demandent en effet que seul soit enregistré dans les comptes le montant que la société estime quasiment certain d'encaisser dans un futur proche. La société a estimé prudent de considérer, compte tenu des aléas sur le calendrier des procédures en Espagne et en Angleterre, et de la volonté affichée par Induyco d'entreprendre tout ce qui est en ses moyens pour repousser l'exécution de la sentence, que la date d'encaissement effectif du montant de la sentence dans un avenir proche – y compris les € 15,1 millions appelés sur les garanties bancaires – ne pouvait être prévue avec suffisamment de certitude.

Le montant total des honoraires et frais d'avocats et d'experts, des coûts de procédure arbitrale et autres frais engagés depuis le début de la procédure jusqu'au 31 mars 2010 par Lectra est de € 10,5 millions. Sur ce montant, € 4,2 millions ont été reconnus en charges opérationnelles en 2005 et 2006 ; € 5,7 millions engagés du 1er janvier 2006 au 28 octobre 2009 ont été comptabilisés dans les autres actifs courants de l'état de la situation financière ; enfin depuis la publication du jugement le 28 octobre 2009, € 0,6 million ont été comptabilisés en charges opérationnelles, dont € 0,2 million au premier trimestre 2010. Le montant total des actifs courants comptabilisés sera déduit du montant alloué à Lectra par le tribunal arbitral lorsque la sentence sera enregistrée dans les comptes de la société.

Les honoraires et coûts de procédure relatifs aux nouvelles actions judiciaires engagées par Induyco en Espagne et en Angleterre depuis le 28 octobre 2009, sont comptabilisés directement dans les charges de la période au cours de laquelle les travaux et coûts correspondants sont réalisés.

Dans la mesure où la quasi-intégralité (€ 10,2 millions) des frais engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au montant total de l'indemnisation augmenté des intérêts courus depuis la date du jugement.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au 31 mars 2010, acheté 37 663 actions et vendu 36 303 actions aux cours moyens respectifs de € 2,05 et € 2,06. La société n'a procédé à aucun autre achat ou vente, en dehors du contrat de liquidité, dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2009.

En conséquence, au 31 mars 2010, elle détenait 443 906 (soit 1,6 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 3,01, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

10.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions

L'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 a été financée par endettement bancaire à moyen terme de € 48 millions auprès de Société Générale et Natixis.

Cet emprunt est remboursable en huit échéances semestrielles à compter du 30 juin 2010 – les deux premières de € 3,8 millions, les quatre suivantes de € 5,3 millions et les deux dernières de € 9,6 millions (les 30 juin et 31 décembre 2013). Une accélération des remboursements est prévue à partir de 2010 en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible liée aux opérations. Par ailleurs, le contrat prévoit un remboursement anticipé lors de l'encaissement des dommages et intérêts perçus dans le cadre de la procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco. Les dates de remboursement utilisées pour remplir le tableau figurant en note 10.3 sont les dates contractuelles au plus tard, sans accélération des remboursements.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second ratio entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme du prêt sont les suivants :

| | 2010 | 2011 | 2012 |
|----------|-------|-------|-------|
| Leverage | < 1,9 | < 1,7 | < 1,7 |
| Gearing | < 1,2 | < 1 | < 1 |

Parallèlement, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde du prêt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est engagée à limiter ses investissements à € 10 millions par an et à subordonner le paiement des dividendes au respect du calendrier de remboursement des échéances du prêt en limitant leur montant, sous certaines conditions, à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice concerné (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures).

Depuis le 1^{er} janvier 2009, cet emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 1,85 % l'an. Cette marge peut être abaissée jusqu'à 0,95 % en fonction du ratio de *leverage* affiché par la société.

La société a couvert en 2007 son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers deux contrats de *swaps* de taux (*cf.* chapitre 11). Le taux effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 6,07 % au 31 mars 2010.

10.2 Liquidité

Le tableau ci-dessous résume la trésorerie disponible, les lignes de crédit de trésorerie confirmées et l'endettement du groupe au 31 mars 2010 :

| | Limites | Utilisations | Montants disponibles |
|---|---------------|---------------|----------------------|
| Lignes de trésorerie confirmées | | | |
| - Jusqu'au 31 juillet 2010 | 15 000 | 3 800 | 11 200 |
| - Jusqu'au 15 juin 2011 | 4 000 | 0 | 4 000 |
| - Jusqu'au 23 juin 2011 | 10 000 | 0 | 10 000 |
| Total | 29 000 | 3 800 | 25 200 |
| Emprunts bancaires | 48 000 | 48 000 | 0 |
| Avances remboursables ne portant pas intérêts | 2 015 | 2 015 | 0 |
| Total dettes financières | 79 015 | 53 815 | 25 200 |
| Trésorerie disponible | | | 10 749 |
| Total | 79 015 | 53 815 | 35 949 |

Sur la base de sa trésorerie disponible et des tirages de lignes de trésorerie au 31 mars 2010, la société dispose donc au total de € 35,9 millions pour assurer sa liquidité.

Enfin, le Gouvernement français a annoncé que la mesure de son plan de relance de l'économie concernant le remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche est reconduite en 2010, et qu'elle s'applique au crédit d'impôt recherche comptabilisé par les sociétés au titre de 2009. La demande de remboursement a été effectuée et doit permettre à Lectra d'encaisser € 6,2 millions au cours du deuxième trimestre 2010.

10.3 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 mars 2010, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

| | Court terme | Long terme | | Total |
|---|------------------|------------------|---------------------|---------------|
| | A moins de un an | De un à cinq ans | Au delà de cinq ans | |
| Emprunt bancaire | 7 680 | 40 320 | 0 | 48 000 |
| Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾ | 504 | 1 512 | 0 | 2 015 |
| Lignes de crédit de trésorerie | 3 800 | 0 | 0 | 3 800 |
| Total | 11 984 | 41 832 | 0 | 53 815 |

(1) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué au chapitre 10, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux a été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 31 mars 2010 est négative de € 2,2 millions, en raison de la baisse du taux de l'Euribor 3 mois par rapport à la date de mise en place de ces *swaps*. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au 31 mars 2010.

12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2009.

Au premier trimestre 2010, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,38 / € 1.

Le 19 février 2010, la société a couvert son exposition estimée au dollar américain pour le deuxième trimestre (\$ 1,35 / € 1)

Instrument financiers de couverture du risque de change

Au 31 mars 2010, les instruments financiers de couverture des risques de change sur les positions de bilan sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 12,1 millions.

13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en moins ou en plus se traduit par une diminution ou une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,4 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2010 est de \$ 1,50 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,39 / € 1 en 2009).

Sur une base annuelle, une baisse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 / € 1 (portant la parité moyenne à \$ 1,55 / € 1) se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires annuel d'environ € 1,5 million et du résultat opérationnel d'environ € 0,7 million. A l'inverse, une hausse du dollar de \$ 0,05 / € 1 (portant la parité moyenne à \$ 1,45 / € 1) se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

14. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

Le résultat net par action sur capital dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital de base augmenté des options qui auraient pu être exercées compte tenu de la moyenne des cours de Bourse de l'action au cours de la période. Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Toutes les options ayant un prix d'exercice supérieur au cours de bourse, le nombre d'actions utilisé pour calculer le résultat par action dilué est identique à celui du calcul du résultat de base. Le résultat net par action sur résultat dilué est donc identique à celui sur résultat de base.